

DIDIER BURKHALTER

Conseiller fédéral, chef du Département fédéral des Affaires étrangères, Suisse

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Merci de votre invitation ! Et merci de votre présence en Suisse.

Il y a une semaine, la France a été atteinte au cœur, à Paris. La France, notre voisine – par la géographie et par les valeurs. La France, à l'égard de laquelle nous ressentons ici beaucoup d'amitié, une amitié solide, longue ; très longue, même, puisque nous célébrerons l'an prochain les cinq cents ans de notre traité de « paix perpétuelle »...

Les attaques de ces derniers temps ont été portées contre la liberté, l'égalité, les droits de l'homme ; contre les valeurs fondamentales de l'humanité. A Paris, comme à Beyrouth, au Sinaï, à Yola au Nigéria, à Bagdad ou ailleurs encore...

Il est des moments difficiles dans la vie ; dans celle des êtres humains comme dans celle des Etats. Il faut alors faire face, debout et unis.

La Suisse condamne avec la plus grande fermeté ces actes de barbarie. Elle partage la douleur des pays touchés, de leurs gouvernements et des proches des victimes. Nous ne céderons pas aux intimidations terroristes et sommes déterminés à travailler encore plus dur pour protéger nos populations et défendre les valeurs fondamentales de l'humanité. A nos yeux, il faut donner la première priorité à la prévention de l'extrémisme violent.

Aujourd'hui, notre monde est devenu plus instable, plus complexe, plus dangereux. La résurgence de la violence armée – des conflits violents et du terrorisme – affecte toutes nos sociétés. Elle engendre d'immenses souffrances humaines et compromet la sécurité et la prospérité dans le monde. Une barrière de feu s'est embrasée sur les flancs Sud et Est de l'Europe qui allume des foyers jusqu'au cœur de notre continent.

Ces crises sont un défi pour des régions entières, par l'afflux de réfugiés qui fuient cette violence et les brasiers qui consomment leurs maisons. Des millions de personnes ont fui la Syrie, dont l'immense majorité se trouve dans les pays voisins de celle-ci. En Jordanie, par exemple, où nous essayons d'aider ; en revitalisant des écoles : 220'000 enfants Syriens se trouvent en Jordanie, 120'000 sont pour l'heure scolarisés, dans des conditions souvent difficiles, serrés parfois jusqu'à 80 par classe, se rendant à l'école le ventre creux. 100'000 autres enfants sont pour l'heure privés d'accès à l'éducation, et donc potentiellement privés de perspectives, d'un avenir : une bombe à retardement de plus...

Une minorité de ces réfugiés - mais tout de même des centaines de milliers - se tournent vers l'Europe, mettant celle-ci au défi : quelles réponses humaines, logistiques et sécuritaires ? Comment garder la maîtrise des risques et l'adéquation aux valeurs ?

Ceci dit, il n'y a pas que les conflits et le terrorisme qui occupent les chancelleries de nos jours. Une deuxième dynamique se dessine clairement : le retour de la géopolitique.

Ces deux facteurs conjugués – la géopolitique et la violence armée – marquent notre monde d'une empreinte profonde. Depuis un quart de siècle au moins, c'est la mondialisation qui façonne le destin du monde ; et cette grande tendance perdurera. Mais ces deux éléments - la géopolitique et la violence armée - redéfinissent les contours de cette mondialisation, avec une incidence nette sur la politique étrangère.



Dans notre monde du XXI^e siècle, les crises ne sont plus l'exception mais la normalité. C'est en soi inacceptable – et il faut le combattre – mais on ne saurait nier l'évidence. Face à cela, le besoin de diplomatie atteint un niveau inégalé depuis de nombreuses années. Il faut de la diplomatie au pouvoir, et avant tout de la diplomatie créative !

Car la situation est sombre aujourd'hui. Nous vivons des temps d'incertitude et les gouvernements fonctionnent en mode de crise quasi permanent. La force du dialogue et la créativité de la diplomatie peuvent changer les choses. Et la Suisse peut apporter des contributions utiles à cet effet. Cette région lémanique et cette ville de Montreux, qui nous accueillent aujourd'hui, en sont un symbole et une réalité.

De nombreuses conférences de paix et rencontres diplomatiques, publiques ou discrètes, ont eu lieu sur les rives de ce lac. Jusque dans cet hôtel-même, où s'est tenue au début de l'an dernier la 2^e conférence de paix sur la Syrie. La Suisse a une histoire et un rôle spécifiques. Elle se sent d'autant plus responsable de cette spécificité, tout en étant pleinement solidaire du monde.

C'est au fond de cela dont je souhaite vous parler : les changements du monde et la réponse de la Suisse.

Commençons par un zoom arrière pour observer un peu mieux cette grande tendance structurelle qu'est la mondialisation. Le principal effet de la mondialisation est de diffuser le pouvoir. Depuis la fin de la guerre froide, lorsqu'on a cru que les rideaux de fer appartenaient définitivement au passé de ce continent, le processus de globalisation a transformé le monde, peut-être plus que tout autre phénomène.

L'interconnexion économique, sociale et technologique croissante du monde a renforcé le pouvoir de nombreux acteurs. C'est vrai pour les acteurs non étatiques comme les ONG, les sociétés multinationales et les mégapoles. Mais il y a aussi eu un basculement du pouvoir presque monopolisé par les économies développées vers les économies émergentes et en développement du Sud et de l'Est.

Les écarts de développement entre les pays du monde se sont resserrés. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement est tombé de 47% en 1990 à 14% aujourd'hui. Nous sommes donc passés, en vingt-cinq ans, d'une personne sur deux à une personne sur sept !

Mais il y a le revers de la médaille. La mondialisation a également favorisé de nouvelles inégalités. Le progrès économique demeure inégal. C'est en Chine et en Inde qu'a eu lieu l'essentiel du recul de la pauvreté, tandis que l'Afrique subsaharienne reste encore à la traîne.

La diffusion rapide des idées, des biens et des capitaux ainsi que l'accélération des mouvements de population peuvent par ailleurs accentuer l'instabilité sociale, économique et politique. En Suisse, comme dans d'autres pays de l'OCDE, de nombreuses personnes s'inquiètent de l'immigration et de ses conséquences en termes de capacité d'intégration, d'aménagement d'un territoire déjà densément peuplé ou de compétition sur le marché de l'emploi. Les questions identitaires sont aujourd'hui un sujet politique majeur dans toute l'Europe.

La mondialisation peut être une force positive et offrir de formidables opportunités à l'humanité. Mais il faut la façonner de sorte à en maximiser les avantages et à en minimiser les inconvénients. Comme toujours, il faut chercher un point d'équilibre : la mondialisation ne peut pas progresser si elle est perçue comme un risque pour les sociétés, si elle va trop vite, si seule une minorité en tire avantage.

Faire progresser et non pas seulement avancer : c'est là la clé.

L'agenda de la mondialisation, c'est donc maintenir un ordre juste et pacifique ; c'est aussi veiller à l'efficacité et à la légitimité des institutions nationales et internationales ; c'est encore assurer la cohésion de nos sociétés. C'est enfin définir des réponses communes aux nombreux enjeux, qu'il s'agisse des menaces transnationales ou des défis globaux comme le climat, la sécurité, l'eau, les migrations, l'extrémisme violent.

Cette recherche d'un nécessaire équilibre, pour faire « bien tourner le monde » a toujours été un défi majeur. Il l'est d'autant plus aujourd'hui, en raison des deux évolutions que j'ai mentionnées: le retour de la géopolitique et la résurgence de la violence armée.

Le retour de la géopolitique est un effet secondaire de la mondialisation. Bien qu'un monde multipolaire ne soit pas nécessairement un obstacle à un multilatéralisme efficace, l'action collective est devenue plus complexe. Elle demande davantage d'engagement, de temps et d'énergie.

Or les grandes puissances semblent définir leurs intérêts davantage dans un esprit de confrontation que de coopération. Les normes internationales et le droit international sont l'objet de pressions croissantes.

La compétition géopolitique s'est amplifiée non seulement au niveau planétaire, mais aussi dans des contextes régionaux.

L'équilibre existant est remis en question dans plusieurs régions du monde, notamment en Asie de l'Est (avec les tensions dans la mer de Chine), en Europe (avec l'Ukraine) et au Moyen-Orient (dans une série de conflits). Dans toutes ces parties du monde, nous assistons à un bouleversement des équilibres régionaux et

à la réémergence de nations qui avaient été de grandes puissances dans un passé parfois lointain, qui avaient marqué le monde au fil des siècles. Pensons au retour de la Chine ou de l'Inde, deux puissances qui détenaient la plus grande part du PIB mondial jusqu'au milieu du XIXe siècle, pensons à l'Iran, pensons à la Russie et à la Turquie, ces ponts entre l'Europe et l'Asie.

La géopolitique relève du choix des gouvernements, elle n'est pas un fait donné. Il nous appartient de démontrer que nous aurions tous avantage à choisir des solutions coopératives plutôt que des logiques d'exclusion.

Dans le dossier du nucléaire iranien, le pays concerné et les grandes puissances ont choisi la voie de la diplomatie plutôt que celle de la confrontation. La Suisse s'en réjouit et elle a fortement soutenu ce processus, qui s'est déroulé notamment dans cette région et – lui aussi, décidément... - dans cet hôtel.

Cet esprit de coordination et de dialogue - au-delà des divergences immédiates - parviendra-t-il à s'imposer également pour trouver une solution dans la crise syrienne ? La communauté internationale va-t-elle lutter efficacement et sur la base de décisions de l'ONU contre le soi-disant « Etat islamique » ?

L'avenir nous le dira. Mais le rétablissement du consensus, la reconstruction d'un ordre juste et pacifique demande aussi de reconnaître qu'il existe des limites à l'universalisme occidental, que la mondialisation - dirigée par l'Occident pendant plus d'un siècle - évolue vers la multipolarité.

La résurgence de la violence armée constitue un deuxième obstacle qui empêche d'avancer sur la voie du développement et de récolter les fruits de la mondialisation. Bien que des chercheurs nous rappellent que le nombre de conflits violents tend en fait à diminuer à long terme, nous devons relever deux phénomènes actuels :

Premièrement, le nombre de victimes est en forte progression. On estime que si les conflits violents ont fait 56'000 morts en 2008, ce nombre est passé à 180'000 en 2014. La guerre en Syrie a causé à elle seule la mort de 70'000 personnes l'an dernier. Selon le HCR à fin 2014, le monde comptait 60 millions de déplacés internes, un nombre inégalé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale !

Second phénomène : l'instabilité et la violence ont considérablement augmenté dans le voisinage même de l'Europe. A l'Est de l'Europe, la crise ukrainienne a marqué le retour de la guerre sur le continent, ce qui semblait impensable il y a peu. Au Sud, la situation s'est dégradée en de nombreux endroits. D'anciens conflits non résolus, comme le conflit israélo-palestinien, et des guerres plus récentes en Syrie, au Yémen, en Libye ont plongé la région dans une crise profonde. Et le terrorisme djihadiste progresse, favorisé par la défaillance des Etats.

Les effets du retour de la violence armée sont immenses : dans les régions en proie à des conflits, la sécurité humaine recule, l'activité économique est entravée – aujourd'hui les deux tiers de la population syrienne dépendent de l'aide



humanitaire alors que plus de 4 millions de personnes ont fui le pays - et les progrès du développement sont réduits à néant.

L'Europe n'est pas non plus épargnée.

D'une part, elle doit faire face à un important afflux de réfugiés, qui cherchent à fuir cette violence. Elaborer une réponse appropriée à cette crise est devenue l'un des plus grands défis que l'Europe ait eu à relever ces dernières décennies.

D'autre part - et nous devons faire une claire distinction entre les deux sujets - l'Europe est devenue davantage la cible d'attaques terroristes. Avec les attaques de Paris, le terrorisme de « l'Etat Islamique » a pris une nouvelle dimension.

L'insécurité et l'instabilité qui prévalent au Moyen-Orient sont de plus en plus liées à la situation de l'Europe. La menace du terrorisme continuera par ailleurs sûrement de peser sur notre continent, même si nous mettons tout en œuvre pour la réduire.